

SOMMAIRE :

- Actualités
- Eclairage sur la constitution entérinée en Birmanie par le référendum de mai dernier
- Le mouvement démocrate birman: Découverte du mouvement Women's League of Burma
- L'interview du mois. Découvrons Réchauffement climatique de Jean Philippe Demont Pierot
- Mobilisons nous! Le point sur les campagnes et les actions d'Info Birmanie



- Nous soutenir, nous rejoindre

Paroles de bénévoles

Les Nouvelles de Birmanie

OCTOBRE 2008

Edito

Les Nouvelles de Birmanie reprennent après quelques mois d'interruptions. Les douze derniers mois ont été éprouvants pour le peuple birman: en septembre 2007 ses aspirations à plus de liberté politique et à de meilleures conditions de vie ont été brutalement réprimées par une junte toujours plus autoritaire. S'en est suivi un vote par référendum d'une nouvelle constitution qui écarte définitivement toute ambition d'ouverture démocratique. A ces deux événements s'ajoute un autre drame, celui du cyclone Nargis qui a frappé le sud de la Birmanie, avec des pertes humaines et matérielles comparables au Tsunami de 2004.

Mais qui s'est réellement élevé contre tant d'injustices? L'émotion passée, la chape de silence s'est refermée sur la Birmanie, laissant les Birmans seuls face à leurs bourreaux...

Néanmoins nous ne baissons pas les bras, Sein Win, le premier ministre du gouvernement birman en exil, n'a-t-il pas été reçu officiellement par le président de la République française l'année dernière? Et ce sous l'égide de la comédienne Jane Birkin, de l'agence artistique « Les Visiteurs du soir » et d'Info Birmanie. C'est un premier pas vers la reconnaissance de l'alternative démocrate pour laquelle nous nous battons. Un autre pouvoir est possible et une autre voie vers la démocratie est possible en dehors de la marche vers une « démocratie disciplinée » offerte par la junte.

Info Birmanie a plus que jamais à coeur de vous tenir informés de ce qui se passe dans ce pays afin que nous ne laissions plus le silence s'installer. Plus jamais.

Bonne lecture,

L'équipe d'Info Birmanie



Aung San Suu Kyi et les prisonniers politiques

Arrestation d'un prisonnier politique fraîchement libéré

Ohn Kyaing, ancien journaliste et membre de la Ligue Nationale pour la Démocratie, a de nouveau été arrêté par la police le 1^{er} octobre à son domicile. Sans aucun motif officiel, Ohn Kyaing serait renvoyé en prison en raison de l'aide qu'il a apportée aux victimes du cyclone Nargis. Aujourd'hui âgé de 64 ans, le journaliste a signé de nombreux articles, sous le nom de plume Aung Wint. Il a, par la suite, rejoint la LND et remporté un siège au Parlement lors des élections de 1990. Arrêté en septembre 1990 par des agents des services secrets, il avait été condamné à 17 ans de prison pour avoir « écrit et distribué des pamphlets séditions » et « menacé la sécurité de l'Etat », avant d'être libéré le 3 janvier 2005.

Refus de participer à une mascarade de justice

Neuf étudiants prisonniers politiques ont décidé de ne pas assurer leur défense au cours de leur procès en guise de protestation contre l'injustice du système judiciaire birman. Après avoir congédié les avocats chargés de leur défense, ils ont préféré ne pas coopérer avec la cour de justice, n'ayant aucune confiance dans les procédures judiciaires birmanes.

Accusés d'avoir traversé illégalement la frontière, assisté à des formations données par des organisations subversives, critiqué l'état et violé le Printing Act, ces étudiants arrêtés l'année dernière avec 10 autres personnes qui, depuis, ont été relâchées, seront sans aucun doute déclarés coupables s'ils refusent d'accepter l'aide d'avocats pour organiser leur défense.

Aung San Suu Kyi : 13 ans de détention et une santé fragilisée

Le 24 octobre dernier, l'opposante birmane a fêté ses 13 ans de détention. Depuis 1989, elle a alterné les périodes de détention, assignation à résidence et liberté restreinte. L'accès aux soins lui est rendu difficile par la junte et il a fallu ces derniers mois négocier pour qu'elle puisse recevoir la visite de médecins en septembre dernier. Il est plus que temps d'obtenir la libération de ce leader démocrate qui a fêté ses 63 ans en détention en juin.

Libération de Win Tin

Journaliste émérite et fervent démocrate actif au sein de la LND, Win Tin a été libéré. Cela faisait dix neuf ans que la junte le retenait, il est sorti le 23 septembre et a repris ses activités au sein de la LND.

Depuis le cyclone Nargis

Travail forcé dans le delta:

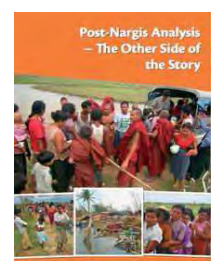
Selon les sources locales et de nombreux villageois de la zone de Laputta, les autorités militaires birmanes obligent les rescapés du cyclone à construire une route (Laputta/Pyinsalu) en échange des aides matérielles fournies par les ONG internationales. Pour ce chantier, une personne de chaque famille a été réquisitionnée autour du village de Pyinsalu, mais d'autres ont aussi été contraints de travailler sur des projets de bâtiments gouvernementaux, dans ces deux mêmes villes. Des compagnies de construction proches du régime sont accusées d'user de leur position pour gagner de nouveaux contrats auprès des autorités de la capitale, Nay Pyi Daw.

Arrestations et restrictions entravent l'aide aux victimes du cyclone:

Le comité de la LND pour l'aide aux victimes du cyclone dénonce la réglementation mise en place après le passage de Nargis pour contrôler l'aide humanitaire, ainsi que les nombreuses arrestations de volontaires très impliqués sur le terrain. L'obligation de demander une autorisation d'aide sur le terrain auprès des autorités dissuade de nombreux donateurs privés, peu enclins à traiter avec celles-ci. S'ensuit une chute des dons privés, et pour les ONG locales et nationales, la diminution voire la suspension de l'aide aux sinistrés. Après de nombreuses autres personnalités, les autorités ont aussi arrêté le président du comité de la LND pour l'aide aux victimes du cyclone, Ohn Kyaing, sans en indiquer les raisons.

Un nouveau rapport qui vient contrer les conclusions du rapport PONJA

Un rapport intitulé « Analyse Post-Nargis: L'autre versant de l'histoire » a été présenté à la presse par douze organisations birmanes le 16 octobre. Ce rapport vient compléter le rapport PONJA (Post Nargis Joint Assessment) écrit conjointement par l'Asean, les Nations unies et les autorités birmanes. Il révèle notamment que la junte continue à violer les droits des sinistrés et poursuit une campagne de confiscation des terres. Ko Shwe, un écologiste Karen ayant participé à la rédaction du rapport après avoir visité le delta à la suite du cyclone, précise: « Ce rapport met l'accent sur les violations des droits de l'homme constatés qui n'ont pas pu être relevées dans le rapport PONJA ».



Le rapport sera bientôt traduit et mis en ligne sur le site d'Info Birmanie

Le mercredi 29 octobre s'est tenue à Bruxelles une conférence internationale sur la Birmanie, sous l'égide de la Commission européenne. Les débats ont porté sur le bilan de l'action humanitaire birmane et internationale suite au passage du cyclone Nargis, et sur les perspectives politiques pour le futur, notamment l'échéance des élections parlementaires de 2010. La parole a été donnée à de nombreux birmans, bien qu'Info Birmanie et d'autres organisations soutenant le mouvement démocrate aient déploré l'absence aux discussions de représentants birmans légitimement élus. Cette initiative a néanmoins permis de rassembler autour d'une même table une grande diversité d'acteurs: ONG humanitaires, organisations de plaidoyer, analystes politiques, fonctionnaires de la Commission et anciens diplomates.



Photo prise par Juan Pablo Arancibia Medina en septembre 2007. Source Wikipédia.

Recrudescence des bombes à Rangoon

Le journal officiel "The New Light of Myanmar" du 19 octobre rapporte qu'un ancien moine qui avait pris part à la Révolution Safran, Thet Oo Win s'est donné la mort en confectionnant une bombe artisanale à son domicile. L'auteur de l'article le rend responsable d'une autre attaque à la bombe survenue le 25 septembre qui avait fait 7 blessés.

La Birmanie a en effet connu ces derniers mois une recrudescence d'attaques à la bombe notamment à Rangoon, l'ancienne capitale, où pas moins de quatre explosions ont été recensées pour le seul mois de septembre.

A chaque explosion, c'est un membre de l'opposition qui est désigné par la junte. Par commodité? Il semble improbable que la LND soit impliquée dans ces attentats, le parti démocrate ayant toujours appliqué le principe de non-violence. A l'inverse, certaines rumeurs persistantes attribuent ces explosions aux membres des forces de sécurité du régime militaire.

Enrôlement de forces des populations civiles

Les troupes birmanes de l'état du Mandalay auraient enlevé 19 personnes et les auraient forcé à rejoindre l'armée selon un témoignage d'une personne s'étant échappée. Certains d'entre eux étaient encore mineurs. Un jeune homme rapporte qu'il était en partance pour aller rendre visite à des membres de sa famille, avec un ami, lorsqu'ils ont été arrêtés par des soldats. Leurs cartes d'identité leur ont été retirées et on les a accusé d'être les poseurs de bombe dans la ville de Rangoon. Un officier les a menacés et les a enjoint à rejoindre l'armée. Refusant de signer leur engagement, ils ont été battus et mis en prison.

Nations unies et Communauté internationale

Communiqué de presse en date du 23 octobre 2008 :

(Résumé CP des Nations unies)

M. Tomas Ojea Quintana (rapporteur spécial sur la situation des droits de l'homme au Myanmar) se réjouit de la libération de plusieurs milliers de prisonniers, dont 7 prisonniers de conscience (l'un d'entre eux a été arrêté à nouveau moins de 24 heures après sa libération alors qu'il faisait route vers son village d'origine, sans motif) et se félicite des progrès de la collaboration avec les autorités du Myanmar.

Il préconise pour ouvrir la voie à la démocratie :

- _ de revoir et d'amender les lois nationales pour les mettre en conformité avec les normes internationales des droits de l'homme
- _ de libérer *progressivement* tous les prisonniers de conscience
- _ de réformer les forces armées et de les former aux droits de l'homme
- _ de garantir l'indépendance du pouvoir judiciaire.

Quatre objectifs qui devront être atteints avant les élections de 2010



Tomas Ojea Quintana

Le Représentant du Myanmar, M. U Thaung Tun estime que, la démocratie ne peut être imposée par l'extérieur et que son pays lutte pour atteindre un idéal démocratique. Il appelle la Communauté internationale à apporter son aide pour la reconstruction après Nargis, son Gouvernement ne pouvant l'assumer seul. Il accuse les médias d'avoir diffusé de fausses informations en déclarant que le Myanmar refusait l'aide internationale et rappelle qu'il a ouvert ses portes à plus de 2 000 médecins étrangers. Concernant le référendum, il récuse toutes les allégations d'irrégularités, « inacceptables » selon lui. Il récuse aussi les éléments du rapport relevant de la persécution des minorités ethniques et des confiscations de terres.

Info Birmanie continue à soutenir la collaboration sous l'auspice des Nations unies entre le successeur de Pinheiro et la junte mais s'interroge sur l'ambiguïté de telles mesures. Néanmoins, le représentant onusien doit impérativement se montrer plus ferme à l'égard des autorités birmanes, notamment sur le sujet des prisonniers politiques. IB exige une libération immédiate et inconditionnelle de ces prisonniers

Référendum et Constitution

La Démocratie confisquée

Le 10 mai 2008 s'est tenu en Birmanie un référendum de ratification d'un projet de nouvelle constitution nationale. L'approbation du texte par consultation directe a été présentée par la junte militaire au pouvoir comme la quatrième étape d'un plan qui en compte sept, censé aboutir à l'instauration d'une « démocratie disciplinée ». Pourtant, la tenue de ce référendum, annoncée précipitamment au mois de février 2008, ne doit pas faire illusion : élaboré par des militaires pour des militaires, le projet constitutionnel a été rédigé en l'absence de toute participation réelle de l'opposition démocratique ou des groupes ethniques minoritaires. Il vise simplement à perpétuer le règne militaire en marginalisant définitivement les forces démocratiques et en allégeant la pression internationale. La « campagne » de vote a été l'occasion d'une intensification des violences politiques perpétrées par le régime, le droit de vote le plus élémentaire a été bafoué, et le cynisme des militaires au pouvoir a culminé dans les zones dévastées par le cyclone Nargis, où les populations ont été soumises à un chantage à l'aide.

Le pays ne compte plus de norme juridique suprême depuis le coup d'état de 1988 qui a vu une junte militaire remplacer un dictateur. L'aboutissement de cette nouvelle constitution intervient après vingt années de règne sans partage des militaires, et ces derniers ont uniquement utilisé le processus constitutionnel comme moyen de temporisation. Le projet a été rédigé par les militaires de façon unilatérale : ni l'opposition démocratique, menée par le prix Nobel de la paix Aung San Suu Kyi, en résidence surveillée ininterrompue depuis 2003, ni les groupes ethniques qui composent environ 40% de la population du pays, n'ont pu prendre la moindre part substantielle à son élaboration. Le projet proposé vise uniquement à la perpétuation du règne militaire. La constitution permet par exemple à la Junte de s'assurer du contrôle des ministères stratégiques, de 25% des sièges des deux chambres du futur parlement, et de l'immunité judiciaire pour tous les officiers en poste. Elle ne prévoit aucun espace d'autonomie ou de reconnaissance culturelle aux 135 groupes ethniques que compte le pays, entérinant par là la politique de domination et d'assimilation des minorités ethniques par le groupe bamar.

La ratification d'une nouvelle constitution s'inscrit en fait dans un double objectif :

- ôter définitivement à l'opposition démocratique tout espace politique à même de peser sur le régime,
- et alléger la pression de la communauté internationale en jouant sur les formes démocratiques.

La « campagne » électorale qui s'est déroulée lors des premiers mois de 2008 n'a vu aucune trêve dans les violations des droits des citoyens birmans : répression politique et intimidation ont jalonné la période précédant le scrutin, tandis que les 92,4% de votes « oui » étaient obtenus à l'aide de pressions massives, de fraudes grossières et de radiations à grande échelle, notamment des moines. Enfin, dans les zones dévastées par le cyclone Nargis, les habitants ont été soumis à un chantage à l'aide particulièrement odieux, en devant voter 'Oui' en échange de biens de première nécessité.

Info Birmanie a rédigé un document d'analyse de 20 pages qui entend fournir un éclairage sur la situation politique actuelle en Birmanie en retraçant le processus constitutionnel et celui de la dénommée « feuille de route » politique impulsés par la Junte. Il s'appuie sur des témoignages et des analyses des organisations démocrates birmanes, de journalistes et d'agences de presse, et d'organisations internationales des droits de l'homme. Le rapport sera prochainement mis en ligne sur le site Internet de l'association, et peut être obtenu en version électronique sur simple demande.

Le mouvement démocrate

Ce mois-ci: WOMEN'S LEAGUE OF BURMA

Women's League of Burma est une plateforme créée en 1999 qui regroupe des associations birmanes de femmes de différentes origines ethniques et qui promeut les droits des femmes et leur engagement dans la vie politique et sociale en Birmanie.

Les objectifs de la WLB sont d'augmenter la participation des femmes de la Birmanie dans la lutte pour la démocratie et les droits de la personne, d'éliminer toutes formes de discriminations liées au sexe, d'éradiquer la violence à l'encontre des femmes, de renforcer la compréhension mutuelle entre les différents groupes nationaux de la Birmanie et de participer à la réconciliation et au développement national.

La Birmanie n'a ratifié que deux traités relatifs aux droits de l'homme, en l'occurrence la Convention relative aux droits de l'enfant et la Convention sur toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes (CEDAW). Se basant sur ce dernier engagement, la Women's League of Burma répertorie toutes les violations des droits des femmes et porte à la connaissance du grand public et des instances de l'ONU le résultat de ses enquêtes de terrain.

Maintes fois, Info Birmanie a souligné la situation alarmante des femmes, en relayant notamment auprès des institutions françaises les arguments de la WLB sur l'utilisation du viol comme arme de guerre, ou l'enrôlement des femmes à des fins d'exploitation sexuelle. Cette année, grâce à un financement du conseil régional de Bretagne, Info Birmanie a pu inviter au mois de mai une représentante de la WLB, qui a pu offrir son témoignage lors de plusieurs événements de sensibilisation sur la condition des femmes en Birmanie.



Logo de WLB

Nouveau rapport de la WLB: IN THE SHADOW OF THE JUNTA

Une délégation de femmes birmanes s'est rendu à Genève fin octobre pour dénoncer la violence sexuelle institutionnelle déployée par le régime militaire birman qui fait ainsi régner la terreur au sein de la population. Elles y ont présenté un rapport (« Dans l'ombre de la junte »), qui relate le non respect des clauses du traité CEDAW signé par le SPDC en 1997 et qui rend compte des multiples violations des droits de la personne humaine en Birmanie.

Le régime a, pour s'offrir une crédibilité internationale, créé des organes gouvernementaux tels que le MNCWA (le Comité national du Myanmar aux Affaires Féminines) et le MWAF (Fédération du Myanmar des Femmes). Organes factices servant d'apparat au régime, et dont les activités sont dénoncées dans le rapport : rassemblements forcés, cérémonies pompeuses, réalité masquée et chiffres gonflés.

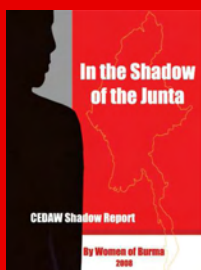
Le rapport s'attache à évaluer les actions entreprises, ou pas, dans les domaines concernés par l'engagement dans la CEDAW :

Répartition des rôles et stéréotypes : Le SDPC entretient, dans sa communication, une iconographie traditionnelle de la famille, contribuant ainsi à renforcer l'infériorité de la situation féminine. Les termes *Hiri* et *ottapa* (le sentiment de honte vis-à-vis de la mauvaise action et la peur de commettre de mauvaises actions) issus du bouddhisme et considérés comme les deux jumeaux gardiens de la moralité mais visant les deux sexes, sont réutilisés dans le discours officiel pour promouvoir l'image de la « bonne épouse » à l'attitude modeste, obéissante et servile vis-à-vis de son mari et de ses proches. La virilisation de la société birmane est essentiellement due à la forte présence militaire. Une omniprésence qui se fait sentir dans chaque village, chaque ville, à tous les niveaux de l'administration et dans toutes les situations impliquant le pouvoir et son rapport de force.

L'Education : l'éducation est un secteur plus que négligé par le régime qui ne lui consacre que 1, 3% de son budget. Il y a une véritable pénurie d'écoles, d'enseignants qualifiés et tout particulièrement dans les régions rurales ou affectées par les conflits. La corruption est répandue, l'accès à l'éducation devenant onéreux, ce sont les filles qui en sont privées en tout premier lieu.

La Santé : l'accès aux soins est plus que malaisé. La Santé ne mobilise en Birmanie que 3% du budget national. Lorsque l'on sait les ravages d'une épidémie comme le Sida, le manque cruel voire l'absence de personnels soignants et de lieux dispensant des soins est désastreux. Aujourd'hui les maladies infectieuses, la malnutrition et les morts en couches sont les principales causes de décès bien que celles-ci puissent être prévenues. Les femmes et les enfants paient le prix fort de cet état de fait ; dans l'est de la Birmanie près d'un quart des enfants meurent avant l'âge de cinq ans et une femme sur douze meurt durant sa grossesse.

Le trafic de femmes et jeunes filles et leurs exploitations notamment dans des réseaux de prostitution en Chine et en Thaïlande, un phénomène en pleine croissance, fait aussi l'objet d'une étude dans ce rapport.



Rapport disponible sur le
site de WLB
www.womenofburma.org

L'interview du mois:



Lumière sur Jean Philippe Demont-Pierot qui a publié cette année Réchauffement climatique chez Kirographes.

A noter que sur chaque vente en ligne du livre (20,50 euros, 281 pages) une somme de 7 euros sera reversée à la Clinique du Docteur Cynthia Maung (médecin birmane d'origine karen) qui a développé depuis 1989 un projet d'assistance et de soins à tous les réfugiés birmans. Installée en Thaïlande près de la frontière birmane, cette clinique assiste et soigne gratuitement les réfugiés dans les camps et les personnes déplacées par le conflit. Les actions de la clinique du Dr Cynthia Maung reçoivent le soutien d'aides internationales sans le risque qu'elles soient détournées par les militaires birmans.

Plus d'infos sur son blog
<http://demontpierot.wordpress.com/>

D'où vous vient cette passion pour la Birmanie, qu'on perçoit à la lecture de votre ouvrage?

J'ai vécu pendant près de dix ans en Asie du Sud-est et je connais tous les pays de la région dont fait partie la Birmanie. J'ai déjà écrit un roman publié chez l'Harmattan dont l'action se situe au Cambodge et il m'est apparu nécessaire dans mon travail de romancier de traiter par la fiction la situation faite au peuple birman.

L'écriture de ce roman procède-t-elle d'un choix militant ?

Militant je ne sais pas, mais un choix nécessaire oui. Je suis persuadé que la fiction permet d'aller au-delà des réalités virtuelles, d'aller au plus profond du spectacle du monde offert par les médias. Nous vivons des temps difficiles et mes personnages du fait de ce qu'ils vivent, ce qu'ils éprouvent proposent des clés de compréhension suscitant, peut-être, des prises de conscience. De ce point de vue la vie toute entière de chaque être humain est un acte de militantisme !

Quelle est la visée de votre ouvrage ? Quels sont les principaux messages que vous avez voulu faire passer ?

Il n'y a pas de messages proprement dit et les lecteurs sont suffisamment intelligents pour prendre ce qu'ils veulent de la lecture d'un livre et surtout lorsqu'il s'agit d'un roman. C'est la vie de mes personnages, des gens comme vous et moi, pris dans leurs contradictions, leur lâcheté pour certains et je pense à Nicolas Renan le personnage central du livre, leur détermination, celle de Marie la journaliste d'investigation qui va au bout de ses engagements, la vie des birmans et des Karens, la petite prostituée Taya et son frère recherché par la police birmane et donc tous deux réfugiés en Thaïlande... Mais aussi la vie et le comportement des hommes de l'ombre de l'industrie pétrolière que l'on voit dans les scènes se déroulant à Paris et à Genève. Ce ne sont pas des messages mais l'expression du monde actuel. Ces personnages sont porteurs de vérités universelles, les épreuves, la rédemption et l'espérance.

Réchauffement climatique est une charge directe vis-à-vis de Total. Pouvez-vous éclairer nos lecteurs sur les sources d'informations qui vous ont permis de documenter la présence de Total et les méfaits sociaux et environnementaux constatés lors de la construction du gazoduc ? Quelle est la part de fiction, et la part de réalité dans ce qui est décrit ?

Un roman n'est pas un procès et l'auteur que je suis n'est pas un procureur apportant des charges visant à déterminer une culpa-

bilité... Mais mon roman expose des faits, c'est déjà pas mal ! Concernant Total et sa présence en Birmanie, c'est un choix stratégique et économique de ses dirigeants en toute connaissance de cause. Ce que je décris vis-à-vis de cette compagnie n'est nullement fictionnel. Il y a des témoignages directs, le travail des ONG, de la ligue des droits de l'homme. Ce sont des faits avérés et des chiffres concrets, comme par exemple, le montant annuel des versements faits à la junte, officiellement de l'ordre de 300 millions de dollars, officieusement près du milliard. Quand on sait que le budget annuel de l'armée birmane de l'ordre de 700 millions de dollars, on ne se pose la question de savoir qui la finance...

Quel regard portez-vous sur les procès en France et en Belgique contre Total ?

Je connais bien la personne en France qui fut à l'origine des procédures contre Total en France. Une femme qui est médecin, courageuse et qui a été sur place recueillir des témoignages pour le travail forcé, l'esclavagisme pour parler concrètement. Pour éviter une condamnation, Total a sorti son chèque et a donné des dédommagements aux victimes. N'est-ce pas l'aveu d'une culpabilité ?

La Birmanie est aujourd'hui victime d'une politique d'exploitation déraisonnée de ses ressources minérales, Nicolas le héros de votre histoire, se rend d'ailleurs en Birmanie pour enquêter sur la déforestation. Comptez-vous dénoncer dans vos prochaines productions le problème du pillage du teck, ou d'autres ressources naturelles comme le jade et le rubis ?

Je vais malheureusement quitter la Birmanie mais je ne serai pas loin, au Vietnam avec l'agent orange... D'une certaine façon mon prochain roman est donc encore sur une préoccupation écologique puisqu'il s'intéressera à Monsanto, aux OGM, à l'agent orange mais cette histoire ira bien au-delà, jusqu'à Auschwitz...

Vous prônez sur votre blog une littérature de solidarité : Pourriez-vous revenir sur ce concept ?

Oui, littérature de solidarité... Comme le furent Germinal de Zola, les Misérables de Victor Hugo et les Raisins de la colère de Steinbeck. Là je parle en qualité de lecteur car ce serait présomptueux de se hisser à ces géants de la littérature. Je n'invente pas de concept nouveau car la littérature, selon moi, a cette part de noblesse : lancer un cri d'amour pour les autres, ceux qui souffrent, et donc de témoigner.

Commande en ligne : www.kiroed.com

Passons à l'action!



Affiche Menace
contre la Paix

La campagne **Menace contre la paix** s'est achevée avec un succès remarquable. Un grand merci à tous les signataires, c'est en mobilisant l'opinion que nous parviendrons à des actions politiques concrètes. 8500 signatures ont donc été recueillies et déposées au quai d'Orsay. L'équipe d'IB a remis solennellement l'ensemble des signatures à Gaël De Maisonneuve, premier secrétaire de Bernard Kouchner, et à Frédéric Laplanche (sous-directeur Asie du sud-est) en présence des représentants d'associations partenaires : RSF et la FIDH. A cette occasion, IB a rappelé que la situation, loin d'être normalisée, continuait à se dégrader en Birmanie et une résolution du Conseil de Sécurité reste un des objectifs prioritaires des organisations impliquées sur le dossier birman.

Des tribunes dans les journaux

IB en la personne de Frédéric Debomy a publié quatre tribunes dans quatre médias français: Libération, Médiapart, la Croix, Rue 89.

Retrouvez les sur le web aux adresses suivantes:

<http://eco.rue89.com/2008/10/02/ethique-contre-business-total-et-chevron-doivent-quitter-la-birmanie>

<http://www.mediapart.fr/club/edition/les-invites-de-mediapart/article/201008/la-france-peut-agir-en-birmanie>

<http://bellacio.org/fr/spip.php?article72102>

[http://www.la-croix.com/sdx/alc/rech.xsp?bqid=sdx_q0&bop=and&q-keywords:\(EMBARGO\)](http://www.la-croix.com/sdx/alc/rech.xsp?bqid=sdx_q0&bop=and&q-keywords:(EMBARGO))

Evènements

Manifestation

Le 27 septembre 2008, sur le parvis des Droits de l'Homme du Trocadéro, a eu lieu un rassemblement avec d'autres associations pour commémorer la révolution safran, en signe de solidarité avec les familles des victimes et pour exprimer notre soutien aux moines et aux dissidents birmans.

Café Débat :

Le 12 décembre, Info Birmanie et l'association Café Débat Palaiseau organisent une rencontre autour du thème **Birmanie: Etat d'urgence** en présence d'un réfugié politique en France.

Restaurant le Balto, 42 avenue Stalingrad 91120 Palaiseau (RER B). RDV à 20H

Exposition: Birmanie, rêves sous surveillance aux Voûtes du 10 au 23 novembre. Photographies de Manon Ott et Grégory Cohen, illustrations de Mathieu Flammarion.

Les Voûtes, 19, rue des Frigos 75013 Paris. Métro bibliothèque François Mitterrand (RER C, ligne 14)

Littérature:

Une excellente BD signée d' Olivier Ferra sur les Karennis, une ethnie minoritaire, proie des persécutions et de confiscations de terre de l'armée birmane, disponible sur : www.lafourmillierebd.org



Manifestation du 27 septembre. Place du
Trocadéro.





74, rue Notre Dame des Champs

75006 Paris

Tél: 01 46 33 41 62

www.info-birmanie.org/

Mail: info_birmanie@yahoo.fr

« Usez de votre liberté pour
promouvoir la nôtre »

Aung San Suu Kyi



Info Birmanie est une association loi 1901 à but non lucratif. En étroite collaboration avec des membres de l'opposition démocrate birmane en France et à l'étranger, Info Birmanie entend promouvoir la paix, la démocratie et les droits de l'homme en Birmanie.

Nos actions en France visent à :

Valoriser auprès du gouvernement français et l'Union européenne le modèle politique alternatif porté par le mouvement démocrate birman ;

Alerter les institutions françaises et européennes des violations des droits de l'homme perpétrées par le régime birman ;

Sensibiliser la population française sur la situation politique, économique et sociale en Birmanie en organisant des manifestations publiques, des conférences, des débats, des projections et des événements culturels.

Rejoignez Info-Birmanie en devenant bénévole, de manière ponctuelle ou régulière :

Vous voulez agir, vous rendre utile en participant à nos actions de sensibilisation sur le pays lors des manifestations, salons ou autres manifestations publiques ainsi qu'à promouvoir nos campagnes et pétitions ;

Faire partager votre expérience, vos compétences en contribuant à produire de l'information francophone sur la Birmanie et le mouvement démocratique birman dans la newsletter, sur le site Internet ou

contribuer à d'autres dossiers thématiques ;

Proposer et développer des projets, des événements ou autres opérations de sensibilisation et d'information en étroite collaboration avec notre coordinatrice ;



**Contactez Sarah ou Isabelle au
01 46 33 41 62 ou par mail
info_birmanie@yahoo.fr**

Paroles de bénévoles

« Il y a quatre ans, j'ai vu une annonce de stage pour Info Birmanie et j'ai discuté avec le coordinateur de l'époque pendant une heure. Sensibilisée par ma soeur sur la situation tibétaine, ayant travaillé sur les questions de démocratisation en Afrique centrale et ayant étudié la Guerre froide, cela m'a fait écho et j'ai proposé mon aide. J'ai alors débuté par un projet sur le mouvement démocratique birman, puis sur la newsletter et j'ai intégré le Conseil d'administration. Un engagement qui correspond à mes valeurs et complète mon projet professionnel. Un engagement qui m'a permis de rencontrer des personnes uniques et brillantes venant de partout dans le monde » Carole, membre du CA depuis 2005.